

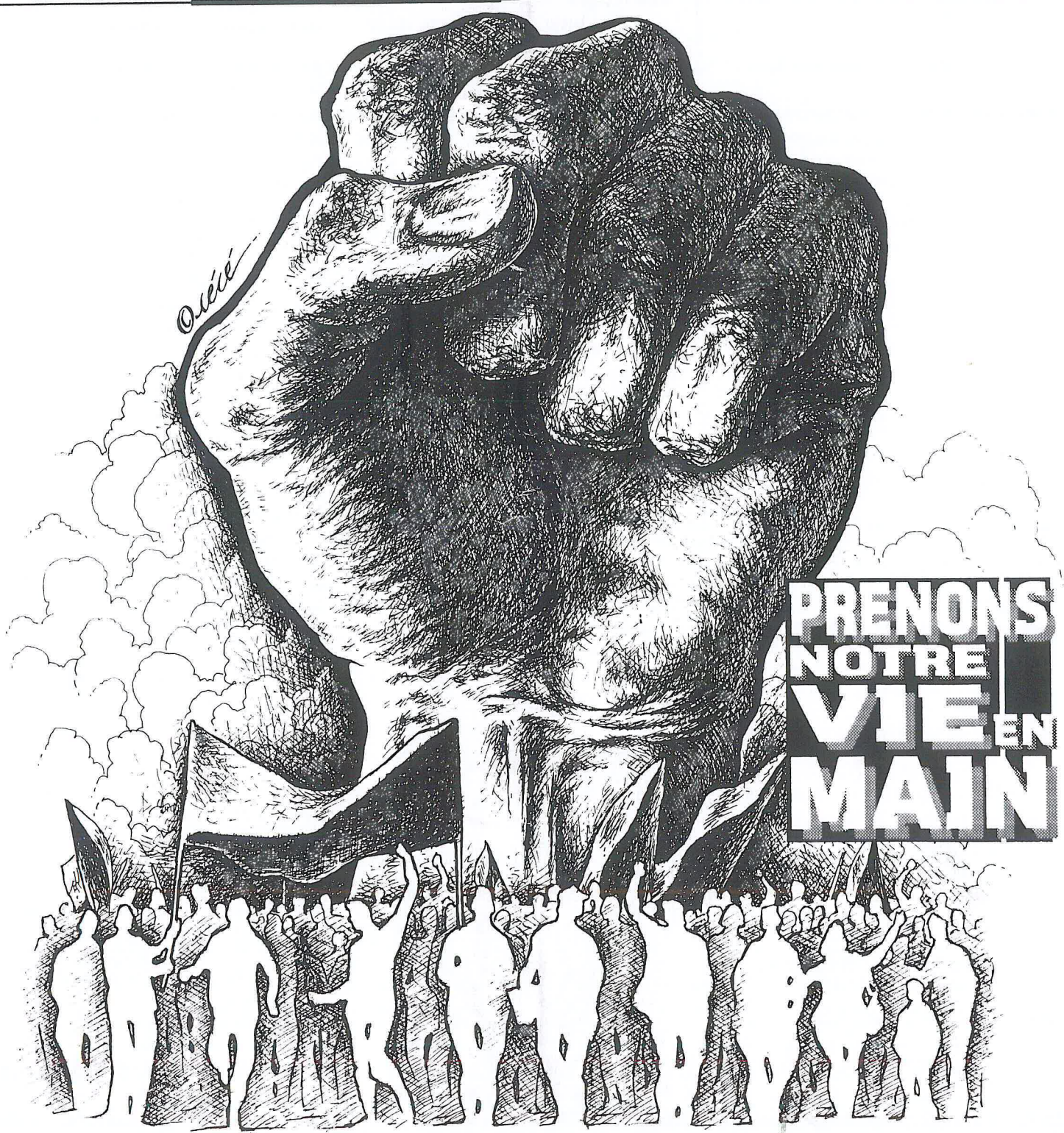
*La Lettre du C.D.E.S.*

ISSN. 1240-0009 CPPAP. 721171

BULLETIN DU RESEAU

# 2<sup>e</sup> COMBAT SYNDICALISTE 1996

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
section de l'Association Internationale des Travailleurs N°38-Janvier-Fevrier-10frcs



**PRENONS  
NOTRE  
VIE EN  
MAIN**

## ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS:

•A.I.T.

Alberto Palacios 2,

28021, Madrid-Espagne.

## CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL:

•Le Bureau Confédéral est l'agent d'exécution et de liaison de la C.N.T.. Pour tout contact sur le plan national s'adresser à:

•C.N.T. (B.C.)

B.P. 116

72003 Le Mans Cedex.

## UNIONS REGIONALES:

•Les U.R. sont l'expression de la C.N.T., elles regroupent les divers syndicats & Unions Locales d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

### U.R. MEDITERRANEE:

•C.N.T., Vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille (Secrétariat régional).

### U.R. CENTRE:

•C.N.T., Boîte Postale 1303 37013 Tours (Secrétariat régional).

### U.R. AQUITAINE:

•C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional).

### U.R. MIDI-PYRENEES:

•C.N.T., 7 Rue ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional).

### U.R. NORMANDIE:

•C.N.T., B.P. 2010, 14019 CAEN (Secrétariat régional).

### U.R. PARIS & NORD:

•C.N.T. syndicat des P.T.T., C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

### DANS L'EST:

•C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX.

### EN RHONE-ALPES:

•C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

# UN MOIS DE LUTTE

## ACTUALITÉ

Après des années d'humiliation, après des années de monétarisme, de discours politiques mensongers, de droits sociaux rognés, d'atteintes réitérées aux libertés individuelles et collectives, de magouilles, de plan quinquennal, d'accords sur la flexibilité; la réforme Juppé de la Sécurité sociale a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Et si l'on en juge par tout ce qui en est sorti, le vase était bien rempli !

La lutte a atteint une intensité qu'aucun technocrate, dans ses pires cauchemars, n'aurait pu envisager. La paralysie des transports en commun a été totale dans certaines villes. Dans les centres de tri, des milliers de postiers ont montré une solide détermination. Dans les administrations ont eu lieu des Assemblées générales, parfois des grèves sauvages. Et le mouvement a réussi, même si cela a été modeste, à mordre sur le secteur privé.

Outre l'intensité, ce qui marque, c'est l'extension géographique du conflit. Si Paris a été loin de connaître, proportionnellement, de très grandes manifestations, le mouvement a fortement secoué les principales capitales de province, et tout particulièrement Marseille, Toulouse, Bordeaux. Il a atteint des niveaux jamais vus dans des villes moyennes (plus de 10 000 manifestants à Montauban!). Parfois, de toutes petites communes ont connu les premières manifestations de leur histoire.

Un mouvement aussi intense, aussi enraciné dans tous le pays pourrait réserver des surprises dans les prochaines semaines. Car, si la reprise s'est faite sans avoir emporté le morceau, s'il y a eu de l'amertume, il nous semble que les ressorts de la lutte n'ont pas été cassés. Au contraire. Certaines des idées que nous impulsions (Assemblées générales souveraines, rejet des politiciens et des corporatismes étroits..) se sont répandues dans des sphères qui dépassent largement notre champ d'influence traditionnel. Elles ont inévitablement produit des effets bénéfiques, en particulier un sens accru des responsabilités, une prise de conscience globale de l'exploitation et un sentiment renforcé de la solidarité. Un terreau sur lequel de nouvelles luttes sont prêtes à germer.

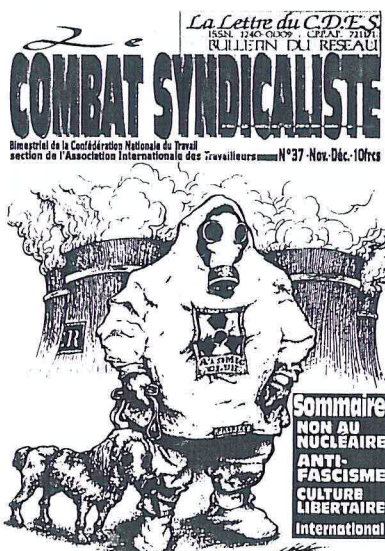
Par contre, ceux qui ne sortent pas grandis du conflit, ce sont les politiciens, les médias et les "grandes centrales syndicales".

Si les politiciens de droite peuvent être jugés à leurs oeuvres, ceux de gauche peuvent l'être à leur silence. Jamais l'adage "Qui ne dit mot consent" n'a été aussi vrai ! Leur silence coupable montre bien de quel côté ils se placent.

Quant aux médias, leurs tentatives de manipulations ont été tellement grossières qu'ils seraient bien mal venus de se plaindre si, d'aventure, les prochains mouvements sociaux leur claquaient la porte aux nez.

Les "grandes centrales syndicales", quant à elles, ont surtout essayé de surfer sur la vague, tout en émasculant aussi discrètement que possible la contestation. Leur seul objectif est de sauver les privilèges par lesquels le patronat et l'Etat payent leur trahison. En effet, quand Notat signe avec Juppé, quand Blondel déjeune avec Chirac, quand Viannet touche ses subventions, ils ne défendent pas les travailleurs. Ils les vendent.

PB



Présents dans la lutte, les syndicats et unions locales C.N.T.- A.I.T. ont multiplié les prises de position aux différents temps du conflit. Il est impossible de tout reproduire dans ce journal. Voici un choix d'extraits de tracts, de communiqués, de correspondances.

3

# PERPIGNAN, MARSEILLE

EN LUTTE!

## POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ

— Aujourd'hui, ce sont les diverses atteintes à nos conditions d'existence qui font descendre la population dans les rues : les étudiants refusent la fac-misère et l'incertitude de leur avenir; les salariés du public voient leurs acquis sociaux remis en cause; ceux du privé assistent à la dégradation et à la précarisation de leurs conditions de travail; les femmes connaissent un recul de leurs droits, etc. Nous sommes de plus en plus nombreux à survivre avec des aides sociales dérisoires et perverses, car elles ne résolvent aucun de nos problèmes et ont pour but de nous faire accepter la misère pure et simple que beau-

coup d'entre nous connaissent déjà. C'est un excellent moyen pour nous dresser les uns contre les autres (français/étrangers, secteur public/secteur privé, salariés/chômeurs/précaires) pour développer les corporatismes qui entravent notre solidarité et surtout pour éviter que l'on se pose les vraies questions, celles qui remettent en cause globalement cette société génératrice d'inégalités et d'injustices (...) La situation actuelle est la conséquence d'un système dans lequel on délègue notre volonté à une poignée d'individus qui nous dépossèdent de notre vie en nous laissant l'illusion d'une fausse démocratie limitée au libre choix de nos exploitateurs.

— U.I. C.N.T.-A.I.T. de Perpignan —

**LES MOUVEMENTS  
BOURSIERS**

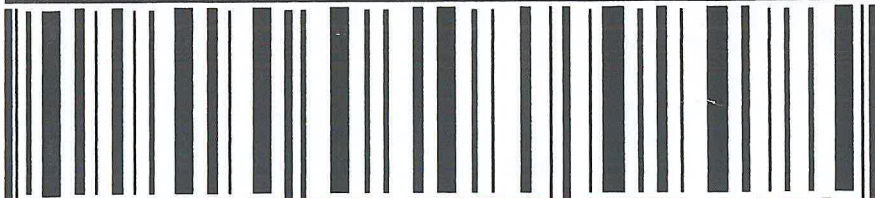
**LES TAUX D'INTERETS**

**LES MASSES MONETAIRES**

**LES CHIFFRES D'AFFAIRES**

**LES PROFITS FINANCIERS**

**LES GAINS  
DE PRODUCTIVITE...**



23 4 5621 21 438\$ 657 4323  
**SONT LES BARREAUX DE  
LA PRISON DU MONDE  
LES DICTATEURS  
DE NOTRE EXISTENCE**

**C.N.T.-A.I.T.**

## ANARCHO-SYNDICALISME!

— Jour après jour la grogne, le mécontentement, la colère et enfin la révolte gagnent toutes les couches de la société. (...) Un fait social d'importance est en train de voir le jour dans ce pays où l'on disait les individus essentiellement préoccupés de leurs propres personnes. Des liens de solidarité peuvent naître et bouleverser les projets de ces messieurs du gouvernement, du parlement et du patronat. L'hiver et ses premiers morts rappelleront bientôt à chacun à quel niveau d'injustice notre société est arrivée. Ainsi, la lutte doit s'intensifier et englober toutes les classes sociales défavorisées. C'est pourquoi la C.N.T.-A.I.T. appelle à se joindre aux journées de grève et aux manifestations actuelles. Profitons de ces jours de colère pour fortifier nos revendications ! Il est inadmissible que nous continuions à payer la casse pendant que d'autres continuent à palper des bénéfices de plus en plus importants; pendant que l'ensemble de l'industrie nucléaire (civile comme militaire) continue de transformer en fumée les milliards qui nous sont volés. Tout ce qui se passe en ce moment montre bien que notre société, notre monde, repose sur la misère et le décérébrage de la masse au profit d'une minorité que le système politique et syndical de co-gestion et de délégation de pouvoir ne remet jamais en cause. Cette société qui fait de l'inadmissible une règle, doit être radicalement transformée (...)

C.N.T.-A.I.T. U. I. de Marseille.

## VRAIS NANTIS & FAUX PRIVILEGES

L'allongement du temps de cotisation à 40 ans aura comme conséquence d'augmenter le chômage. (...) En commençant à cotiser plus tard, les heureux bénéficiaires de la retraite à taux plein se feront plus rares. De plus, sommes nous certains que l'espérance de vie continuera à augmenter ? Aujourd'hui même, beaucoup ne profitent pas de cette retraite. (...) Les mesures anti-sociales que prend l'Etat depuis quelques années au nom de l'alignement par le bas prôné par l'Europe, ne semblent pas concerner les militaires, qui bénéficient toujours d'une retraite au bout de 15 ans cumulée avec un emploi réservé dans l'administration. Ces mesures n'affectent guère également les pensions et retraites mirobolantes que s'octroient députés, sénateurs, ministres, etc...

Les médias auraient-ils besoin d'être informés pour connaître les vrais nantis et privilégiés ? Ils ont une fois de plus rempli leur rôle de courroie de transmission du pouvoir pour désinformer et truquer les débats. La tentative de manipulation de *comités d'usa-*

*gers* par le R.P.R. contre les grévistes montre clairement qu'ils essaient à tout prix de nous monter les uns contre les autres. Echec ! Mais la sympathie envers les grévistes doit se traduire maintenant par un rapport de force qui doit s'amplifier dans une lutte intercorporative, offensive et commune au public, privé, chômeurs, étudiants. (...)

CNT-AIT.. Union régionale

des Syndicats Paris-Nord.



## ON NE DECRETE PAS LA GREVE GENERALE, ON LA CONSTRUIT

Nous ne crierons pas "Juppé - Chirac démission" : **que nous importent les valets, si les maîtres demeurent.** Passent les élections et les déclarations d'intentions politiques, à quelques fioritures près, la politique menée reste la même, et pour cause: ce sont toujours les sacro-saints "marchés" (c'est-à-dire le capitalisme international) qui dictent leurs lois. N'oublions pas non plus qu'en mai 68, lorsque De Gaulle proposa de nouvelles élections, les bureaucrates de la C.G.T. et du P.C. crièrent victoire en poussant à la reprise du travail. La suite on la connaît: tout le monde retourna au travail et se précipita aux urnes, offrant une majorité renforcée au Général. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans la rue et nous ne sacrifions pas nos salaires pour que des bureaucrates syndicaux -Notat, Blondel, Viannet et consorts- aillent s'asseoir à la table des ministres ou des patrons. Au lieu de jouer le rôle de coordination des luttes qui devrait être le leur, ils font en sorte que les différents secteurs ne soient pas en lutte en même temps (...)

Syndicat Intercorporatif de l'Isère.

Le discours du gouvernement cherche à monter contre nous une partie de la population. L'idéologie dominante oppose les travailleurs du public aux travailleurs du privé, les travailleurs du public aux chômeurs.

Ce discours dominant nous contamine aussi. Qui sont les usagers ? Autrement dit, qui sont ceux qui prennent le train, qui viennent à la poste ? Bref, qui sont ceux qui font appel au Service public ? L'Etat-patron les qualifie comme étant des usagers, **des clients.**

En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous dénonçons ce discours dominant qui s'est glissé jusque dans les organisations syndicales. Ces individus ne sont pas des usagers, ce sont des étudiants, des travailleurs ou des chômeurs qui eux aussi souffrent de cette société. Ce sont nos égaux, ce sont des camarades ! Nous sommes toujours dans une société injuste, inégalitaire. La lutte des clas-

ses n'a pas disparu. Et c'est en utilisant des terminologies qui font abstraction de notre condition d'exploités que les patrons peu à peu arrivent à nous diviser. Avec eux, nous devenons des usagers, des utilisateurs, des consommateurs; bref, ils créent des groupes et les définissent en supprimant toute connotation liée à notre exploitation économique (...)

## QUI SONT LES USAGERS?

— Refuser la privatisation, c'est déjà au quotidien s'organiser pour rejeter toute la nouvelle culture d'entreprise qu'ils nous imposent. Ce qui nous unit au reste de la population, ce n'est pas que l'un est cheminot et que l'autre utilise le train. Ce qui nous unit, contre l'Etat et les patrons, c'est la lutte de classe ! C'est en recadrant notre lutte dans cette grille d'analyse, en en tirant toutes les conséquences, que nous arriverons à ressouder les liens de solidarités

— CNT-AIT.. Syndicat Intercorporatif de Montpellier. —

DANS LA VILLE DU  
PREMIER MINISTRE...

A Bordeaux, contre le plan Juppé, des manifestations sans précédent (plus de 50 000 personnes) se sont déroulées. Les petites villes de Gironde ont elles aussi été touchées par des manifestations exceptionnelles de plusieurs centaines de personnes.

La grève a été particulièrement forte à la S.N.C.F., chez les traminots et les éboueurs. D'autres secteurs ont été fortement perturbés, notamment lors de "Journées nationales de protestation", comme les services municipaux, ceux de l'électricité, du gaz, de la poste, de l'équipement, de l'éducation... Dans le secteur privé, les arrêts de travail se sont déroulés essentiellement lors des "Journées nationales" avec plus ou moins d'ampleur selon la taille et l'implantation syndicale. Des entreprises comme la Lyonnaise des eaux, la Société Européenne de Propulsion ou la S.N.P.E. ont été plus touchées que les petites entreprises où malgré tout des salariés se sont mis en grève de façon sporadique. Il faut ajouter aussi la participation des étudiants et des chômeurs, soit regroupés derrière les banderoles d'associations spécifiques soit disséminés dans les cortèges.

La C.N.T. a participé à ces mouvements en réclamant la réduction du temps de travail, l'embauche des précaires, le partage égalitaire des richesses sur la base d'une solidarité effective entre tous les salariés et les chômeurs. Cela nous a permis des rencontres et des contacts qui devraient déboucher sur un regain d'activité pour nos syndicats.

Correspondant C.S. Bordeaux

**BAYONNE**

Le nouveau syndicat interco C.N.T. de Bayonne est intervenu très activement dans le mouvement, en particulier à travers les différentes manifs. qui ont rassemblé, ici aussi, beaucoup plus de monde qu'à l'accoutumée (jusqu'à 20 000 personnes).

**SNCF-EDUCATION  
PTT-SANTE  
TOUS USAGERS**

**EN GREVE**

**TOUS SOLIDAIRES  
C.N.T.**

EXEMPLE D'AUTOCOLANTS  
REALISES PAR L'UNION  
LOCALE DE TOULOUSE..

— Chaque lutte peut être une  
étape vers une transformation  
radicale de cette société  
stupide et médiocre.  
L'utilité sociale doit être le  
critère des services publics;  
et non pas la rentabilité qui  
est le critère du capital et  
non celui de l'intérêt général.

**C.N.T. / A.I.T.  
ANARCHO-SYNDICALISME**

Comme partout, mobilisation exceptionnelle dans les rues; grèves reconductibles et massives, particulièrement à la S.N.C.F. puis au centre de tri P.T.T. et plus tard à E.D.F.-G.D.F. Par voie de tracts, la C.N.T. a eu l'occasion d'exprimer massivement ses revendications et notamment de mettre en garde les travailleurs contre une utilisation du mouvement dans le seul objectif de négocier le pouvoir des syndicats dans les instances de cogestion de la sécu.

MOBILISATION  
GENERALE

Malgré le boycott des médias, une centaine de personnes participeront à une réunion-débat organisée par la C.N.T. le mardi 19 décembre au moment même où le mouvement est enterré par les bureaucraties F.O. et C.G.T. Sur Pau, c'est la débandade; alors que Viannet avait appelé à de grandes manifs ce mardi-là, il n'y eut rien. Il faudra attendre le jeudi pour avoir une petite manif ne dépassant pas le millier de personnes alors que les précédentes avaient rassemblé 15 000 manifestants, fait sans précédent dans la capitale du Béarn.

Le vendredi 22 décembre, C.G.T., F.S.U. et S.U.D. organisaient un Forum-débat à 18 heures suivi d'un apéro-dansant. A 18 h 30, à peine 150 personnes étaient présentes pour débattre, dont de nombreux retraités (le monde n'arrivera qu'après... le débat). Quelle tristesse ! Fait nouveau, tout de même, nous avons pu y prendre la parole, et, sans être coupé, nous interroger notamment à propos des responsabilités de Blondel et de Viannet dans cette fin en eau de boudin. Non seulement cette intervention n'a pas été coupée mais applaudie, à se demander si ce soir là les sonotones étaient vraiment tous branchés.

Quoiqu'il en soit, sur Pau, la C.N.T. s'est exprimée et a été entendue puisque ce mouvement aura été l'occasion de nouveaux contacts fructueux.

— Correspondant C.N.T. Pau. —

## NE PERDONS PAS NOTRE VIE A LA GAGNER

Depuis plusieurs semaines un mouvement de protestation s'est développé en France.

Qu'un ras-le-bol trop longtemps contenu s'exprime enfin dans la rue, que des formes basiques de solidarité matérielle, morale et interprofessionnelle réapparaissent, ne peut que nous réjouir.

Cependant, le mouvement actuel nous semble trop limité :

- Le contenu des revendications est trop réduit. Les problèmes actuels ne se résument pas à la sécu et à la remise en cause du service public.

- Les pratiques véritables de démocratie directe dans les A.G., d'auto-organisation et d'autogestion des luttes hors de tout contrôle syndical sont loin d'être assez répandues.

Les syndicats traditionnels qui prétendent représenter le mouvement et qui jouent aujourd'hui les radicaux négocieront bientôt, dans le dos des gens, les modalités de la fin de la grève.

D'autre part, pratiquement personne ne pose le problème fondamental du chômage. Celui-ci touche aujourd'hui, de manière plus ou moins régulière, 5 à

6 millions de gens. Ce chômage de masse permet aux capitalistes d'imposer la baisse des salaires, la précarité (Contrat à Durée Déterminés, C.E.S., C.R.E....), la flexibilité (la dérégulation du temps de travail et donc de notre temps libre) et la soumission face à l'autorité patronale.

Le capitalisme, par sa logique de profits à tout prix, génère le chômage et l'utilise ensuite comme une arme pour attaquer les acquis sociaux et les droits des travailleurs (...)

Il y a trop de richesses dans les mains des salauds qui vivent de l'exploitation du travail des hommes. Il n'est pas normal que 20 % de la population possède 68 % du patrimoine national alors que 60 % des gens n'en possèdent que 12 %.

Tout être humain a droit à des conditions de vie décentes. (...)

Pour les travailleurs, les chômeurs et les étudiants qui en ont marre de ne recevoir que des miettes, il s'agit maintenant d'essayer de :

- s'organiser dans la durée,
- créer un rapport de force sur le long terme face aux attaques du pouvoir,
- développer la lutte des classes,
- construire par la réflexion, le débat et la lutte une alternative concrète au capitalisme. (...)

————— CNT-AIT. Union locale de CAEN —————

**L**e plan Juppé, c'est, une fois encore, faire payer l'ensemble de la population pour une gestion désastreuse des caisses de sécu. Le déficit est un prétexte, une sorte de chantage pour faire passer de nouvelles taxes et privatiser progressivement la protection sociale. Face à cette menace, ensemble, personnels de santé et patients, nous devons nous organiser pour faire entendre la voix de ceux qui travaillent et de ceux qui souffrent, préparer une médecine de prévention, mettre à disposition de la population des ensembles médicaux performants, économiser sur les bureaucraties parasites et réaliser l'accès gratuit de tous à des soins de qualité.

Loin du bla-bla et des manœuvres des politiciens; des Assemblées générales d'étudiants et de salariés ont montré qu'il est possible de se réunir efficacement à la base et de construire une dynamique de lutte qui, au delà du plan Juppé, prenne en considération les problèmes de tous, jeunes,

chômeurs, précaires, exclus, aussi bien que salariés :

- diminution hebdomadaire du temps de travail et refus de la flexibilité,
- assurance d'une vie décente pour

## SOLIDAIRES

tous, que l'on travaille ou pas,

- titularisation des précaires dans le public et le privé,
- accès pour tous à des services publics gratuits de qualité (logement, transports, santé, éducation),
- suppression de toute mesure raciste ou attentatoire aux libertés individuelles (vidéo surveillance...)

Chacun, là où il est, avec les moyens dont il dispose (grève traditionnelle, grève perlée, grève du zèle, grève de gratuité...) en toute solidarité avec les autres secteurs de la population, peut contribuer à la création d'un rap-

port de force favorable contre l'Etat et le patronat.

Fin décembre, à en croire le gouvernement et des dirigeants syndicaux complaisamment relayés par les médias, notre mouvement n'aurait plus aucune raison d'être. Certes, les cheminots, les étudiants, les fonctionnaires ont imposé quelques reculs au gouvernement. Mais, la vérité, c'est qu'après plusieurs semaines de grève et de manifs, le plan Juppé n'est pas retiré. Et les problèmes de fond de notre société sont toujours là. C'est pourquoi, notre révolte est légitime. Un vaste mouvement solidaire, aux milles liens, commence à se construire. Cette solidarité naissante, contre les égoïsmes et les corporatismes, c'est déjà notre principale victoire. Un premier pas vers un futur égalitaire et libertaire.

(D'après plusieurs textes de l'U.I. CNT. de Toulouse et de son secteur santé).



# MIDI-PYRÉNÉES

Le combat Syndicaliste

Si, en France, le mouvement n'a pas eu lieu qu'à Paris, en Midi-Pyrénées, il n'a pas eu lieu u'à Toulouse. C'est l'ensemble de la région qui a dénoncé avec beaucoup de vigueur le plan Juppé.

Au delà de ce plan, ce qui s'est exprimé à la fois dans les faits (par la proportion pas du tout négligeable pour la première fois depuis très longtemps, d'Assemblées générales souveraines par exemple) et dans les paroles (refus du mercantilisme, appels à la solidarité entre salariés, étudiants, chômeurs et précaires...), c'est le début du rejet d'une société qui fonctionne dans le plus parfait mépris de l'être humain.

Exemples à Millau et à Saverdun.

## AVEYRON : une grève à suivre...

Au Collège Marcel Aymard de Millau, le plus important Collège public de l'Aveyron (environ 1200 élèves et une centaine de membres du personnel), le mouvement a débuté le Mardi 5 Décembre 1996 à l'occasion d'une première Assemblée Générale.

Les A.G. seront souveraines et le principe d'une grève

reconductible au jour le jour est adopté.

La grève débute le Jeudi 7 Décembre et est reconduite pour le Vendredi suivant, décision étant prise de convoquer une nouvelle Assemblée le Lundi 11 dans l'attente de l'évolution du conflit pendant le week-end.

La grève sera revotée le Lundi 11 et le Mardi 12 mais

l'A.G. de ce jour votera la reprise du travail pour les deux jours à venir. Ce sont essentiellement des problèmes financiers qui sont évoqués comme raison à cette suspension (le fait, notamment, que l'on ait appris que les jours où aucun service n'est à effectuer sont tout de même comptés comme jours de grève s'ils sont encadrés par deux jours de service non effectués, a joué un rôle important) ; d'autre part certains ont peur d'un essoufflement du mouvement et pensent que les seuls temps forts des manifestations peuvent constituer une pression suffisante sur le gouvernement sans avoir besoin de recourir à la grève. Il sera également évoqué la possibilité d'une grève tous les deux jours, cette dernière proposition semblant recueillir une adhésion forte. La grève reprendra le Vendredi 15 Décembre et sera définitivement arrêtée à compter du lendemain de ce jour jusqu'aux vacances de Noël.

### SAVERDUN DES "A.G. COMMUNALES"

A Saverdun, le mouvement de grève de décembre a connu divers événements qui marquent à la fois la force du mouvement populaire, y compris dans des coins reculés, et d'autre part la volonté des salariés d'avoir la pleine maîtrise de la situation.

Ainsi, au Lycée professionnel, lorsque la F.E.N. (Fédération de l'Education Nationale), pourtant bien implantée, a donné l'ordre de reprise du travail le 13 décembre, les personnels en ont décidé autrement. Ils ont rappelé à cette occasion que l'Assemblée générale était souveraine et n'avait pas à suivre comme un mouton les directives de tel ou tel syndicat.. Qui plus est, des grévistes, largement approuvés, ont expliqué que personne n'avait d'ordre à recevoir de syndicats qui sont subventionnés par l'Etat et qui, de ce fait, ne peuvent pas défendre les travailleurs contre celui-ci.

Autre élément important : les grévistes de divers corps de métier (cheminots, postiers, enseignants...) et plus généralement des habitants de Saverdun ont décidé de se réunir quotidiennement sous le préau d'une école pour échanger des idées et des informations. Ce qui s'est révélé être une pratique particulièrement riche permettant de commencer à dépasser les corporatismes. Ces réunions ont parfois pris l'allure de véritables Assemblées générales de Commune. Un exemple à creuser pour tous ceux qui vivent en milieu rural et qui savent combien il est difficile d'agir dans ce cas.

La participation des personnels du Collège aux journées de grève a été en moyenne de 30 à 40%, atteignant 50 à 60% le Mardi 12 Décembre, les syndicats ayant appelé à faire de ce jour un temps fort national. Tout le temps du mouvement le taux de participation est largement plus élevé parmi les enseignants que parmi les autres personnels (surveillants, personnels administratifs, ouvriers et de

services) du Collège. D'autre part le statut des C.E.S. et la pression, -il est vraie jamais exprimée- pesant sur le réemploi des maîtres auxiliaires ont empêché certains d'entre eux de se joindre au mouvement.

Durant les jours de grève, certains personnels grévistes ont participé soit à des rencontres inter-professionnelles (Education Nationale, S.N.C.F., Direction de l'Équipement, Télécoms, P.T.T.) soit à des rencontres inter-syndicales regroupant des professeurs d'Écoles, de Collège et de Lycée, de Millau et de ses alentours. Les paysans du Larzac ont également permis l'organisation d'un méchoui à la gare de Millau.

Trois tracts seront rédigés. Deux en direction d'un public large et un à destination des parents d'élèves du Collège. Que ce soit lors des diffusions en ville ou d'après les dires des élèves, il semblerait que le mouvement ait été globalement bien accueilli. Cependant on notera une participation quasiment nulle des travailleurs du secteur privé aux différentes manifestations qui ont eu lieu soit à Millau, soit à Rodez. Nous constatons à ce sujet que notre travail de communication en direction du privé a été très médiocre voire nul, aucune incursion dans les entre-prises alentour n'ayant été effectuée par exemple.

Le bilan du mouvement fait apparaître une grande détermination et d'emblée les revendications s'élargissent au-delà d'une simple contestation d'un plan gouvernemental. Déjà à l'intérieur même de ce plan ne sont pas rejetés les seuls points concernant la fonction publique mais également de nombreuses discussions s'engagent autour de la "pensée unique", de la soi-disant "seule politique possible" et traduisent une envie de réflexion réelle sur la politique sociale à venir ainsi que sur la manière, en particulier, que devrait avoir un gouvernement de considérer le pays dont il est en charge et sur le fonctionnement de la démocratie en général. Les partis politiques non gouvernementaux ne sont jamais évo-

qués comme recours suffisant voire même comme nécessaire et ce sont les articles de fond de certains journaux qui suscitent le plus d'intérêt (les propos de Pierre Bourdieu étant notamment très bien reçus). Il est à noter également qu'au sein des syndicats traditionnels la circulation du "bas" vers le "haut" ainsi que l'indépendance des A.G. de chaque établissement semble totalement acceptée et entérinée.

Même si un certain fléchissement se fait sentir, la dernière A.G. a décidé que ce pourquoi nous étions entrés dans le mouvement est loin d'avoir été résolu ni même parfois évoqué. Cependant ce qui se dira lors du sommet social semble déterminant pour beaucoup. Il est décidé que des discussions s'engageront sitôt la rentrée et qu'il faut d'ores et déjà réfléchir à comment impliquer le privé en cas de redémarrage du mouvement. Les vacances scolaires seront-elles pour autant studieuses ? en tout cas la vigilance est de mise.

**La parole semble être à nouveau en mouvement et le partage des idées un besoin si longtemps étouffé que l'on ne veut pas le voir mourir sitôt ressuscité.**

— M.M. (Aveyron) —



**Une des constantes de toute période un tant soit peu agitée, c'est la facilité avec laquelle les rumeurs se créent et se propagent, même quand elles sont totalement délirantes.**

En ce qui concerne la C.N.T., les bruits sont

## RUMEUR

allés bon train. A la fac de Ranguel, la rumeur voulait qu'il y ait sept personnes de la C.N.T. dans la coordination. Pourquoi sept ? Nous ne le saurons probablement jamais. La vérité est qu'il n'y en avait aucune. Plus drôle, il paraît que, lors de la manif du 7 décembre à Toulouse, les crânes rasés, peints en rouge et cagoulés, nous aurions foncé dans le cortège des postiers ! Ce qu'il y a d'extraordinaire dans les rumeurs, c'est la précision dans les détails même quand ils sont contradictoires. Comment en effet peut-on savoir que les crânes étaient rasés et peints en rouge s'ils étaient ... cagoulés ? Mystère et boule de gomme. Précision utile : la manif du 7 s'est déroulée sans aucun incident. Mais ce n'est pas ça qui empêche les rumeurs ! De son côté, la presse s'en est donnée à cœur joie. Il est impossible de relever toute les fantaisies, pas toujours bienveillantes, dont la C.N.T. a fait l'objet. La palme du ridicule revient certainement au Figaro qui assure reconnaître un cénétiste à la panoplie suivante : "Il porte de préférence du cuir, des tenues sombres et enroule un keffieh palestinien autour du cou". Cet exotisme de pacotille provoque certainement des frissons chez le lecteur de base du Figaro mais il ne correspond pas à la réalité. Ceux qui veulent vérifier n'ont qu'à passer nous voir : ils ne verront pas de crâne peint en rouge et fort peu de keffiehés ! Face à l'envahissement des rumeurs, au parasitisme intellectuel qu'elles représentent ; une seule conduite : soyons rigoureux dans ce que nous disons et exigeons les preuves dans ce qui nous est rapporté.

— F.F. —

**C** A l'occasion des réunions des coordinations nationales étudiantes, la presse parisienne (Le Monde, Le Figaro, Libération...) a publié des articles qui appellent de notre part d'importantes remarques.

## COORDINATION

Un gros, la presse a rapporté que :

1) d'une part, les réunions des coordinations auraient été fortement troublées par des comportements manipulateurs; par exemple :

- bloquer le débat en pinaillant pendant des heures pour que les délégations de province soient obligées de rentrer chez elles avant les votes les plus importants,

- se passer continuellement la parole entre militants d'une même organisation (ou d'une même coalition politique) pour empêcher l'expression des autres,

- violation des mandats d'A.G. par certains délégués,

- manoeuvres de diversion, style "crises de nerfs", pour interrompre les débats,

- utilisation de la violence pour interdire l'accès à certaines délégations....

2) d'autre part, un étudiant se réclamant de la C.N.T. a été élu à la coordination nationale, au sein d'une alliance avec le Parti Communiste, la Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière...., et aurait ainsi participé à la réunion du 3 décembre avec le ministre de l'éducation nationale, François BAYROU.

### POUR LA DEMOCRATIE DIRECTE

En ce qui concerne le premier point, nous réaffirmons notre attachement à la démocratie directe.

Nous rappelons à ce sujet qu'à Toulouse, au cours du présent mouvement, dès leur premier tract, distribué le 17 novembre 95, les Jeunes libertaires se sont attachés à informer l'ensemble des étudiants de ce que devait être un fonctionnement véritablement démocratique.

Notons qu'à ce jour, les J.L. ont été la seule organisation à s'exprimer clairement et par écrit

cette position.

Rappelons les grandes lignes des interventions des J.L. en amphi sur ce sujet : les Assemblées générales doivent être décisionnelles (= toutes les déci-

## QUELQUES PRECISIONS

sions doivent venir de l'A.G. et d'elle seulement); toutes les manoeuvres dilatoires (cf. ci-dessus) doivent être rejetées; les délégués, révocables à tout moment, doivent être élus par l'A.G. sur des mandats précis (= les délégués sont là pour porter les revendications de l'A.G., pas pour les adapter, les modifier ou les discuter en fonction de leur propre sensibilité politique); ils doivent systématiquement rendre compte à l'A.G. de toute leurs démarches; la rotation des tâches doit être assurée (= il est dangereux que les mêmes soient toujours délégués); les adhérents d'organisations politiques, syndicales ou associatives doivent annoncer leur couleur lorsqu'ils se présentent pour être délégués...

C'est pourquoi nous dénonçons fermement toute manoeuvre manipulateur d'où qu'elle vienne.

En ce qui concerne le deuxième point, nous pouvons apporter les précisions suivantes.

Lors de leur Assemblée ordinaire du 25 novembre 95, les Jeunes Libertaires ont pris la décision de refuser de se présenter à l'élection dans quelque coordination que ce soit. Les militants C.N.T. des Universités de Toulouse (étudiants et personnels) ont ratifié ce choix. En conséquence, aucun militant des J.L. ou de la C.N.T. ne s'est à ce jour porté candidat à quoi que ce soit dans les facultés de Toulouse.

Pourquoi cette décision a-t-

elle été prise ?

En particulier parce que, bien qu'impliqués depuis le début dans la lutte des étudiants, comme dans de nombreuses autres Universités, nous avons considéré que le courant social que nous incarnons, c'est-à-dire l'anarcho-syndicalisme, n'est pas actuellement représentatif à Toulouse du mouvement étudiant, autrement dit, que les propositions globales que la C.N.T. peut faire ne sont pas partagées par un nombre suffisant d'étudiants. Or, si nous ne refusons pas de nous engager dans une lutte, (bien au contraire !), il est incompatible avec nos principes de représenter des personnes qui ne se reconnaissent pas, d'une façon ou d'une autre, dans notre message.

L'analyse que nous avons faite au niveau local est actuellement valable au niveau national.

C'est pourquoi il n'est pas légitime qu'un étudiant soit élu au titre de la C.N.T. dans une coordination nationale. Nous affirmons de plus, avec vigueur, que, malgré ce que donne à penser l'article du Figaro, cet étudiant ne représente en aucune façon les militants de Toulouse.

Pour que l'information de tous soit complète, il convient de préciser que la C.N.T. a connu voici quelques trois ans une scission, essentiellement en région parisienne. Cette scission a porté tant sur le fond idéologique que sur les pratiques. En particulier, nous avons récusé les pratiques manipulateurs, dans la C.N.T., des personnes qui sont actuellement dans la scission (dont le siège est rue des Vignoles à Paris). L'étudiant élu dans la coordination nationale est membre de cette scission.

— CNT- AIT. U I. de Toulouse —



# avis à la population

## NOTRE PRECEDENT NUMERO...

Notre précédent numéro (Novembre/Décembre 95) est parvenu aux abonnés avec un retard considérable, sous enveloppe. Nous avons déjà pris du retard lors de sa réalisation, du fait de notre engagement, dès novembre, dans le début des luttes. Quand le numéro a été imprimé, les PTT se sont juste mis en grève. Nous avons choisi, par solidarité, de ne pas l'expédier à ce moment. Il n'a donc été posté que fin décembre.

En souhaitant bonne lecture à tous et en vous présentant nos excuses pour ce retard.

La Rédaction.

## OCCUPATION DE LA C.R.A.M.

Depuis plusieurs jours, le Comité des Sans-logis occupe l'ancien bâtiment de la C.R.A.M. Cette expérience avait commencé sous les meilleurs auspices puisque les *résidents*, comme ils se nomment eux-mêmes, décidaient tous les jours en Assemblée générale des tâches diverses, discutaient des problèmes qui se posaient à eux pour la gestion du quotidien et trouvaient des solutions dans un climat de libre expression. Un courant de solidarité s'était créé dans la ville. En particulier, des grévistes du quartier sont venus à plusieurs reprises apporter leur soutien matériel et moral aux occupants.

Certains résidents ont refusé ce fonctionnement sans apporter quelque nouveau projet que ce soit, d'ou certaines frictions et les incidents violents relatés par la presse locale.

Après ces faits, la vie à la C.R.A.M. a repris dans une tonalité plutôt morose. Le réveillon du premier de l'an a permis à une certaine convivialité de réapparaître

entre gens d'horizons très différents. Espérons que l'expérience en profitera pour rebondir et rapplons que l'autogestion n'est pas et n'a jamais été le foutoir.

—P—

## DEBATS DANS LA REGION

A la demande de diverses personnes intéressées, nous envisageons d'organiser des débats sur l'anarcho-syndicalisme et la CNT dans plusieurs villes de la région (Montauban...)

Si cette initiative vous intéresse, que ce soit pour y assister ou pour nous aider dans son organisation, prenez contact avec le CDES dès que possible. Merci.

## LES EVANGILES, C'EST DU BIDON

La volonté croissante qu'ont les religions d'asservir toute la vie sociale doit amener tout esprit libre à analyser leur nature même. Elles prétendent toutes détenir la "Vérité" qui leur aurait été dictée par un "Dieu", leur "Dieu". L'analyse des textes religieux montre à l'inverse qu'il s'agit d'un tissu de contradictions, d'erreurs, de sottises les plus diverses. Ces recueils de légendes ont été péniblement rassemblés au fil des siècles par des copistes besogneux et plutôt ignares. Ils n'ont aucune valeur pour éclairer l'humanité. Après avoir condamné Galilée, Darwin, les vaccinations, brûlé vives des milliers de personnes, l'église tente un retour en force sur la scène publique. La brochure "*Les évangiles c'est du bidon*" que le C.D.E.S. va rééditer en Janvier 95 reprend les principales contradictions contenues dans les évangiles dans un style simple et direct. (10 francs, port compris, au CDES)

## MODE D'EMPLOI

- **C.N.T.** : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans.
  - Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.
  - A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "*Le Combat Syndicaliste*".
  - Les Jeunes libertaires et le Comité Vingrau Toulouse se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.
  - N'hésitez pas à prendre contact
- **UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :**  
**C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE**
- **ET UN N° DE TELEPHONE :**  
**61 52 86 48 (répondeur)**
- **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**
  - C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Comité Vingrau : le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)
  - Réunion publique "A BATON ROMPU" le premier vendredi de chaque mois à 20 h 30 (7 rue St Remesy)
  - Tables de presse : aux puces, le dimanche en fin de matinée

## ABONNEMENTS

- **ABONNEZ VOUS, N'OUBLIEZ PAS DE VOUS REABONNER A "LA LETTRE DU C.D.E.S./ LE COMBAT SYNDICALISTE"**

Un an ; abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

En grève massive bien avant les salariés, les étudiants ont généralement gardé leurs distances vis-à-vis du mouvement social. Leur lutte a présenté toutefois bien des aspects intéressants. Des nouvelles de Toulouse...

## PAUL SABATIER (TOULOUSE)

Dans la principale ville universitaire de province la grève, a présenté un caractère tout à fait exceptionnel par son ampleur. A Paul Sabatier (sciences), la lutte, démarrée sous la poussée de certains enseignants-chercheurs, a mis, dès le début, en cause le rôle de l'Université mais uniquement sur un point : son incapacité à contrer le chômage, cauchemar des étudiants.

La grande majorité des étudiants croit (ou veut bien se laisser persuader) qu'une bonne réforme et de nouveaux crédits assureraient à tous les étudiants un avenir fait d'un statut privilégié (emploi stable et bien rémunéré).

C'est bercé dans cette illusion que les étudiants ont mené leur mouvement. Ceci en explique les principales caractéristiques. La certitude qu'ils n'exigeaient que leur dû a entraîné une grande détermination et beaucoup de dynamisme (manifestations de minuit dans le centre ville, bombardement de la façade de la Mairie au PQ, blocage des trains, sabotage des parkings payants, fac bloquée...). L'absence de réflexion globale sur la place du travail dans la société et sur la nature du capitalisme et de l'Etat explique l'incompréhension dont les étudiants ont fait majoritairement preuve face au mouvement social. S'il y a bien eu juxtaposition de quelques manifestations, les étudiants n'ont pas réellement joué la synergie. Il faut se demander pourquoi. Nous pensons que beaucoup d'étudiants ont senti qu'on voulait leur forcer la main et que, dès lors, ils se sont repliés dans un réflexe corporatiste.

En effet, les Assemblées générales du début, globalement démocratiques et décisionnelles (plus ou moins, en fonction des UFR) se sont rapidement trouvées confrontées aux magouilles du

"Bureau national" de la coordination dans la plus pure tradition politicienne. Et, localement, la volonté des partis et groupuscules de mettre sous tutelle le mouvement a fini de crispier la situation. Se sentant en voie de récupération, la masse des étudiants a freiné toute évolution des quatre fers.

C'est d'autant plus regrettable que le début du mouvement, grâce à sa liberté, avait permis bien des prises de conscience individuelles, mais aussi des contacts entre personnels et étudiants. C'est dans ce sens que nous sommes intervenus du début à la fin, pour dénoncer toute récupération d'où qu'elle vienne, rappeler la nécessité d'une auto-organisation et lancer des pistes de réflexion plus globales. Cette pratique qui ne cherchait pas à imposer nos idées par la force ou la ruse n'a pas entraîné de rejet de la part des étudiants, même de ceux (et ce sont les plus nombreux !) qui ne partagent pas nos idées. La banderole rouge et noire a été parfois la seule banderole d'organisation dans des manifs très massives. Et, malgré les interprétations malveillantes des petits politiciens, la masse des étudiants ne s'est pas trompée sur nos intentions : nous les avons toujours exprimées dans la clarté et la transparence.

—Des UPSiens

## "Je finirai au chômage"

(Sur l'air de "La Parisienne" de Marie Paule Belle)

### refrain:

Je finirai au chômage.  
C'est dommage,  
C'est dommage !  
Après tant d'années d'études.  
Que c'est rude,  
Que c'est rude !  
J'irai à l'AN.P.E.  
Faute de mieux,  
Faute de mieux !  
Pour moi y a pas de boulot.  
Patrons bande de salauds !  
Tous les jours la bours'augmente  
Quelle rente,  
Quelle rente !  
Et moi mes bourses diminuent  
ça me tue,  
ça me tue !  
Si on veut changer les choses.  
Faut qu'on ose,  
Faut qu'on ose !  
Ya pas trent'six solutions.  
Faut faire la Révolution !  
Ya pas trent'six solutions,  
Faut faire la Révolution !

### 1er Couplet:

Le jour de mon arrivée.  
A l'Université  
Je croyais que mon avenir  
Était tout tracé  
Si j'avais bien bossé, bien bûché.  
Si j'avais mes diplômes en poche  
J'aurais vite un bon travail...  
Quelle pauv'clôche !

(Adaptation : Jeunes Libertaires)



## CAEN : Pour un mouvement auto-organisé

Démarrée fin novembre, la grève a été longue et peu massive. Elle s'est limitée au bâtiment de Lettres.

L'organisation pratique de la lutte a souvent laissé à désirer.

Les actions ont été peu nombreuses. Très vite le mouvement étudiant s'est accroché au mouvement salarié, trop souvent incapable qu'il était de mener ses propres actions. Cela l'a amené à se diluer souvent complètement dans les énormes cortèges salariés et à perdre son énergie dans les manifs traîne-savate.

A signaler toutefois :

- une grosse centaine d'étudiants de socio qui ont mangé gratuitement au restaurant universitaire pour protester contre les mauvaises conditions de vie et d'études,

- une première manif au Rectorat où nous nous sommes faits gazer par les C.R.S. La semaine suivante, nouvelle manif. La porte du Rectorat est enfoncée. Plus d'une heure d'incidents avec les gardes mobiles,

- plusieurs occupations de la présidence,

- blocage du bâtiment "Lettres" suite aux votes favorables à la grève (tables et chaises entassées devant les amphis),

- une journée chaude en fin de mouvement lorsque la police est venue dégager un barrage filtrant installé près de la fac. Retraite des étudiants sur le campus. Situation tendue. L'après-midi, une nouvelle barricade est érigée et rapidement enflammée pour que la police (qui heureusement ne viendra pas) ne puisse pas l'enlever.

Les revendications ont été certes matérielles mais aussi plus globales (statut social de l'étudiant, droit au logement, antimilitarisme, refus de la ségrégation contre les étudiants hors C.E.E.). A noter l'émergence d'un discours anti-capitaliste.

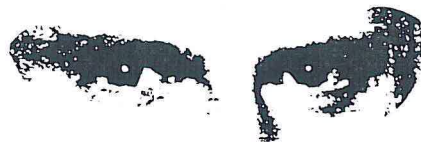
Concernant les A.G., elles ont souvent été le lieu d'affrontements entre non-syndiqués, membres de la CNT et les UNEF de plus en plus discréditées. Ces affrontements contre les UNEF ont lassé certains étudiants, mais leur enjeu était primordial : un mouvement autonome, auto-organisé, hors de tout contrôle syndical.

Quant à la CNT, elle a été active dans la précoce mobilisation du département de socio, dans la défense de la Démocratie directe, dans la défense de revendications plus globales.

Présents à chaque instant, nous avons popularisé les idées et les pratiques anarcho-syndicalistes qui ont rencontré un certain intérêt.

Pour finir, une "Commission réflexion" a été créée en fin de mouvement par le noyau dur des grévistes. Elle est chargée d'organiser des débats afin qu'émerge une culture de lutte et que se développe une conscience sociale chez les étudiants.

— A suivre. —



## PAU DANS L'ACTION

Dès la rentrée, la section syndicale C.N.T. mène une action dans le département histoire géographie contre de nouvelles mesures empêchant un certain nombre d'étudiants de passer en année supérieure. La mobilisation de 200 étudiants permet d'obtenir aussitôt gain de cause.

Immédiatement après ce mouvement est lancée l'action sur "les moyens de l'Université". Place est faite aux Assemblées générales souveraines auxquelles les étudiants paloï sont accoutumés depuis plusieurs années; et le mouvement prend de l'ampleur. Face aux propos du président de l'Université, Claude Langerie, qui reprend à son compte le discours auto-suffisant du ministre Bayrou, les étudiants décident d'occuper la présidence et de retenir le président et un haut fonctionnaire de l'Université.

Rapidement, le ministre envoie un médiateur qui négociera la création de 100 postes d'enseignants chercheurs et de 50 postes d'IATOS (personnels techniques et administratifs) ainsi qu'une enveloppe budgétaire pour la rénovation et l'extension de l'Université. Le ministère confirme officiellement l'acceptation des résultats de cette négociation quelques jours plus tard alors que 3000 étudiants, toujours mobilisés, sont réunis en AG. ]

## PERPIGNAN : APPEL A LA MOBILISATION GENERALE

L'Assemblée générale des étudiants en grève de Perpignan, représentée au sein de la coordination nationale étudiante a voté la grève illimitée sur la base des revendications suivantes :

- Titularisation des personnels précaires,
- Un véritable statut social pour l'étudiant,
- Arrêt de la discrimination à l'égard des étudiants étrangers,
- Une loi de programmation budgétaire conforme aux besoins réels exprimés par les étudiants.

Le mouvement des étudiants et de toute la jeunesse a la volonté de s'inscrire dans le mouvement général des salariés, qu'ils soient du service public ou privé et de le voir s'étendre à toute la population mise au ban de la société (chômeurs, précaires, S.D.F.,...) (...)

Dans l'immédiat, nous exigeons l'amnistie des personnes inculpées et condamnées suite aux dernières manifestations.

Conflit dur dans la majorité des centres de tri, mais peu de mouvements dans les bureaux de poste. Cela a été la règle générale. Au delà des réalités chiffrées, l'émergence de luttes gérées directement par les travailleurs constitue un point fort dans ce secteur.

## LA DEMOCRATIE DIRECTE AUX COMMANDES

"BOYCOTT & LUTTE", titrions-nous au mois d'octobre dernier, lors d'élections aux Conseils d'Administration des P.T.T.. Le premier point étant partiellement réalisé (plus de 40 % d'abstention), le second a été amorcé le 29 novembre.

Dès les premiers jours, l'Assemblée générale est placée comme unique lieu de décision. La grève illimitée est décidée à 44 % pour atteindre 85 % les jours suivants. Les premières mesures seront : l'installation sur les grilles du Centre de tri d'une banderole sans sigles syndicaux (*Grève illimitée jusqu'au retrait du plan Juppé*), un tract d'appel en vue de l'extension du

centre est occupé avec piquet de grève pour parer à son utilisation le week-end par les non-grévistes, cadres et autres intérimaires. Un autre piège est évité le soir-même en refusant de se soumettre aux directives de l'Administration qui prétendait réaliser un vote à bulletins secrets sur la poursuite de la grève et le blocage du Centre. Il est rappelé que c'est l'A.G. des travailleurs qui détermine les formes de lutte du Mouvement, et ceci à main levée; une totale liberté d'expression étant garantie. Les cadres et agents de maîtrise, qui étaient porteurs de cette demande, seront reconduits à la porte par le personnel.

Une seconde tentative, par convocation individuelle et coup de téléphone, pour un vote à bul-

nes, on passa à une tous les deux jours regroupant tous les services pour alléger certains longs trajets, avoir une large participation et ainsi ne pas fausser la réalité du mouvement. Des cheminots, des profs, des étudiants assistèrent à ces A.G. avec une complète liberté d'expression. De notre côté, nous nous rendions assez souvent aux A.G. des cheminots, malheureusement très encadrées (cadrées) par les syndicats "représentatifs".

Pour la C.N.T., le mouvement se déroulait localement comme nous l'avions souhaité. Nous rappelions sans cesse la solidarité et le dépassement des corporatismes, l'aspect global du retrait du plan Juppé, le danger de quelconques négociations. Mais les bureaucraties syndicales, dépassées par un mouvement qu'elles ne contrôlaient pas totalement, allaient s'évertuer à le laminer par le retour aux intérêts particuliers de telle ou telle catégorie de travailleurs.

La C.G.T., qui se vantait d'avoir obtenu plus de 900 voix à la Poste dans le département, était incapable d'étendre la grève à un seul bureau ! L'attitude irresponsable de ses militants allait rendre la dernière A.G. du 15 décembre complètement délirante ... et le vote pour la "reprise avec négociations" l'emporta à une écrasante majorité (65 %).

La locomotive des cheminots, remise en marche forcée, les centres de tri débloquaient les uns après les autres, avec quelques noyaux de résistance. Encore une fois, le manque de coordination directe se fit sentir. Les bureaucraties syndicales sont nos ennemies. A nous de les démasquer comme telles. A nous de les anéantir. A nous de construire l'anarcho-syndicalisme avec ceux qui ne se résignent pas et veulent changer ce monde !

Section CNT. du Centre de Tri d'Amiens



mouvement aux bureaux de poste et centres Télécom du département; le refus de laisser pénétrer les télé, à cause de leurs déclarations et images fantaisistes, mensongères et manipulateurs. Les journalistes locaux refuseront la proposition d'avoir un communiqué quotidien de l'Assemblée générale, justifiée par un fonctionnement différent. "Soit, NOUS, nous avons décidé de travailler comme ça" fut notre réponse.

Dès le troisième jour, le

bulletins secrets à la Direction, échouera aussi (un quart de participation seulement, dont une bonne partie de cadres et services annexes planqués), l'Assemblée Générale ayant décidé le boycott pour les mêmes raisons que précédemment indiquées. La souveraineté des A.G. et donc de la responsabilité collective a aussi permis d'éviter les sanctions individuelles lors des multiples passages d'huissiers.

Des trois A.G. quotidien-

## S.N.C.F.: UN COUP OUI, UN COUP NON

### 1) Déclaration du Jeudi 14 décembre 95 à l'A.G. S.N.C.F.

"Nous sommes détenteurs d'une force formidable. Il faut maintenant dépasser notre corporatisme, la puissance que nous affichons dans la rue est porteuse d'espoir pour l'ensemble des travailleurs.

On parle de politisation de la grève! Il ne faut pas oublier que les 3 millions de chômeurs, les 2 millions d'emplois précaires, les augmentations de toutes les taxes, l'enrichissement de quelques-uns au détriment du plus grand nombre sont bel et bien provoqués par nos hommes politiques.

Par contre, tous les acquis sociaux, tout ce qui fait notre vie sociale, tout cela a été arraché depuis 150 ans de luttes qui, souvent, ont été sanglantes. Les politiciens et les patrons ne nous ont jamais fait de cadeaux. Par respect pour nos grands-parents, nos parents et pour l'avenir de nos enfants, nous n'avons pas le droit d'abandonner la lutte.

Nous devons encore nous battre pour vivre dans une société plus juste, faite pour les hommes et non dans une société d'économistes faite pour les profits et habitée par des robots.

Faisons en sorte que nos utopies deviennent des rêves et que nos rêves deviennent réalité. Voilà pourquoi je revoterai tout à l'heure pour la continuation de la grève."

### 2) Tentative de déclaration qui aurait dû être faite le 15 décembre (vote de la reprise)... si la C.G.T. l'avait voulu...

"Alors ? Il paraît que nous avons gagné ?

"Oui ! Nous avons gagné le droit de payer le nouvel impôt R.D.S., nous avons gagné le droit de payer plus cher le forfait hospitalier, nous avons gagné le droit de légitimer la politique de Juppé.

"Nous lui faisons un beau

cadeau de Noël : le droit d'appliquer son plan et de continuer à nous mépriser. Voilà en réalité ce que nous avons gagné si nous reprenons aujourd'hui le travail.

*"En ce moment, en cet endroit, l'humanité c'est nous ! Que ça nous plaise ou non" (Beckett).*

" Prenons notre destin en main. Grève générale illimitée."

— Un cheminot d'Amiens —

## CITÉ ADMINISTRATIVE: LA FORME ET LE FOND

La cité administrative de Toulouse est un vaste ensemble qui abrite quatorze directions régionales ou départementales de services extérieurs de l'Etat : équipement, agriculture, travail & emploi, éducation nationale, jeunesse & sports... Le mouvement national s'y est étendu entre le 1er et le 20 décembre. Certaines de ses caractéristiques, tant sur la forme des luttes que sur le fond des revendications méritent que l'on s'y arrête.

### I - SUR LA FORME:

La procédure des Assemblées générales souveraines avec élection d'une délégation révocable dont les mandats sont impératifs a été retenue. Ces A.G., parfois bi-quotidiennes, furent des lieux de libre débat débouchant sur des prises de position autonomes que les syndicats représentatifs ne purent que prendre en compte.

Les grévistes qui représentaient, suivant les bâtiments, entre 45 et 85 % des agents, ont toujours choisi les formes d'action qu'ils entendaient privilégier et qui sont allées jusqu'à la constitution de piquets de grève et dont la forme la plus usitée fut celle de la grève générale reconductible. Par ailleurs, les délégations des A.G. se retrouvaient au sein d'un collectif pour la coordi-

nation et l'information mutuelle.

De l'avis même des plus anciens, jamais n'avaient été mises en oeuvre avec autant de rigueur, de volonté et d'implication de telles modalités de lutte.

D'autre part, la crainte que l'on aurait pu avoir sur l'émergence (même à partir d'A.G. souveraines) de revendications strictement catégorielles a heureusement été levée.

### II - SUR LE FOND

Certes, le retrait du plan Juppé a toujours été retenu comme première exigence; mais les A.G. ont aussi mis en avant des projets et axes de luttes plus globaux, par exemple : titularisation des nombreux précaires (vacataires, auxiliaires, contractuels, C.E.S.) présents dans les administrations. Et surtout, la logique d'un Etat capitaliste et marchand a été profondément remise en cause. Il est ressorti de plusieurs A.G. qu'une majorité de fonctionnaires s'oppose à ce que les services publics fonctionnent selon les critères de rentabilité financière que l'Etat veut nous imposer en sacrifiant l'intérêt général sur l'autel de son nouveau dieu : l'équilibre financier.

Un peu dans le même esprit, la solidarité concrète dont ont fait preuve les employés de la cité administrative lorsque le Comité des Sans-logis a investi un bâtiment désaffecté mérite d'être soulignée. Ce ne fut pas une charité bien pensante mais un appui de ceux qui luttent pour leur dignité.

Comme partout ailleurs, la reprise du travail est effective, mais chacun est désormais attaché aux modes d'actions mis en place et beaucoup se préparent à la relance d'un mouvement qui n'est pas éteint mais, simplement, provisoirement suspendu.

Il nous appartiendra de prendre à nouveau toute notre place dans un combat qui dépasse la défense des acquis sociaux puisqu'il contient, en germes près d'éclore, la contestation des logiques étatiques et capitalistes.

— Castilla —

Chaque région a connu ses temps forts, ses particularités. Dans le Nord-Est, région à forte tradition ouvrière, mineurs, cheminots et marins ont fortement marqué le conflit.

**NORD-EST**

## LES CHEMINOTS MONTRENT LA VOIE EN LA DEMONTANT

Toujours à Vesoul, les cheminots démontaient une partie de la voie le 8 décembre tandis que la veille, à Beaume-les-Dames, les grévistes de la navigation avaient soudé les écluses. A Montbéliard, une centaine d'enseignants, de travailleurs des P.T.T., de la navigation et de communaux appelaient le 12 au débrayage les ouvriers de Peugeot Sochaux. Leur présence ralentissait la circulation des cars, si bien que les chaînes n'ont pu démarrer qu'avec une demi-heure de retard.

Mais, le 14, malgré une majorité voulant continuer la grève, les cheminots reprennent. Et bientôt, ce sont tous les services qui se remettent au travail. Certaines revendications locales sont gagnées. Au Centre de tri de Besançon, les grévistes ont obtenu la création de 5 postes, la transformation de 15 C.D.D. en C.D.I. et l'alignement du régime de travail des C.D.D. sur celui des titulaires. ... Mais, malgré tout, la reprise du travail, la fin de la grève semblent amères... Et si on remettait ça dans peu de temps ? Et si cette fois la grève était vraiment générale ?

— Correspondant C.S. —



- Au Chili, la répression continue. Nelson Riquelme, 15 ans, vient d'être tué par la police. Un jeune militant, J.A. Castillo Tiznado, 21 ans est en prison pour délit de manifestation. Renseignements et soutien auprès du secrétariat de l'A.I.T.

- La Croix noire anarchiste d'Athènes lance un appel pour la défense des 515 anarchistes brutalisés lors de l'assaut des forces de police contre l'Ecole Polytechnique. Plusieurs centaines d'entre eux sont inculpés. Protestez auprès des consulats grecs.

postent. Les flics tirent à bout portant des lacrymos et utilisent un hélicoptère pour asperger les mineurs. Le bilan de la journée est d'une centaine de blessés dont 7 hospitalisés (dont 5 mineurs). Le lendemain, la grève est reconduite. 2000 mineurs manifestent face à 1000 flics. Les affrontements reprennent. 29 mineurs et 3 flics sont blessés. Après plusieurs mois de lutte et deux jours d'émeute, la direction ouvre les négociations. Les mineurs obtiennent 20 000 francs du préfet pour le plan de reconversion, 900 F de primes pour l'année, diverses augmentations de salaire et des jours de congés.

## ON NE FETE PAS LA SECU, ON LA DEFEND DANS LA RUE

Le 12, est encore une journée historique par l'ampleur des manifestations. A Besançon, la manif rassemble 18 000 personnes. Au départ, elle devait aller faire un tour à Micropolis où était prévue une fête pour les 50 ans de la Sécu. Craignant des incidents, les organisateurs de la fête l'ont annulée. Ainsi, Besançon fut l'une des rares villes où la Sécu ne fut pas officiellement fêtée car ... on la défendait dans la rue ! A Montbéliard, la manif rassemblait 5000 personnes dont 450 grévistes de Peugeot-Sochaux.

Bien d'autres actions furent organisées dans la région. Le 4 décembre, une centaine de grévistes d'E.D.F.-G.D.F. laissaient passer gratuitement les automobilistes au péage de Besançon. Cette action sera renouvelée par des grévistes d'autres secteurs. Le 6, les grévistes d'E.D.F. occupaient le poste de Saint Ferjeux et mettaient en tarif de nuit 60 000 abonnés. Une opération identique était menée le 11 à Pontarlier. A Besançon, les postiers menaient des actions contre les centre de tri parallèles et occupaient la direction. A Vesoul, 9 cadres étaient séquestrés ainsi que le directeur dans la nuit du 12 au 13 décembre.

Comme partout en France, les cheminots ont été à l'avant-garde du mouvement. Mais, très vite, d'autres secteurs ont rejoint la lutte. Le 29 novembre à minuit, le Centre de tri de Besançon se mettait en grève sauvage et les travailleurs d'E.D.F. débrayaient (72 % à Besançon, 56% à Montbéliard). Le 30, c'était au tour des enseignants du CFA du Bâtiment (90 %); un bon millier de lycéens et d'étudiants manifestaient à Besançon et des lycéens à Vesoul, Lure, Gray, Luxeuil, Dôle... Le 30, toujours à Besançon, manifestation de 600 travailleurs du service public. Ce sera le début d'une longue grève marquant un éveil des travailleurs contre les politiques d'austérité.

En plus du retrait du plan approuvé, les grévistes mettent en place des revendications spécifiques. Ainsi, au Centre de tri ils réclament la transformation des Contrats à Durée Déterminée en Contrats à Durée Indéterminée et la création de 16 emplois. Ceux d'E.D.F. réclament le retrait du projet Borotra (privatisation). Les bouilleurs de Besançon (en grève 50 % à partir du 7 décembre avec une pointe à 80 % le 12) réclament la titularisation de tous les précaires...

Lors de cette lutte, on verra les manifestations historiques par leur ampleur. Ainsi, le 7 décembre 12 000 personnes manifestent à Besançon. On compte alors plus de 50 % de grévistes chez les enseignants. Plusieurs lycéens votent la grève illimitée.

## JOURS D'EMEUTE A FREYMING-MERLEBACH

Le 7, c'est aussi le début des deux jours d'émeutes des mineurs des Houillères du Bassin de Lorraine. Alors qu'ils sont un millier à manifester pour la défense de leur régime de Sécu, l'augmentation des salaires et le déroulement des carrières, les flics lancent des grenades lacrymogènes avant même la fin des prises de parole. Les mineurs ri-

A E.D.F., le vaste mouvement revendicatif de décembre a servi de révélateur à l'incertitude des agents sur leur avenir et celui de l'entreprise. En effet, réformes de structures et diminutions d'effectif se succèdent depuis que la notion de service public est remplacée par celle d'"entreprise citoyenne". Ce concept récent a été défini cet automne au cours d'une conférence internationale qui réunissait à Londres les principales multinationales. Il tend à se démarquer de l'entreprise ultra-libérale, qui n'obéit qu'aux règles du marché sauvage où le consommateur est roi, alors que l'entreprise citoyenne cherche, officiellement, à concilier économie et aspiration des clients-citoyens. Ainsi, une entreprise ultra-libérale fera passer une autoroute au milieu d'une ville parce que la globalisation de l'économie le réclame et que c'est le tracé le moins cher. Alors que l'entreprise-citoyenne ira voir les habitants pour leur expliquer l'opportunité que représente pour eux cette autoroute au milieu de leur agglomération et, après de fructueuses négociations menées en concertation, le tracé sera déplacé de 50 mètres... Dans une entreprise ultra-libérale, les employés sont des esclaves qui n'ont pas leur mot à dire. Dans l'entreprise-citoyenne, le système de co-gestion mis en place par la direction permet au syndicat de choisir la couleur de la tapisserie dans les chiottes. Enfin, si l'entreprise ultra-libérale exploite servilement des précaires, l'entreprise citoyenne, elle, fait de la "réinsertion" en sous-payant des stagiaires.... On le voit, si l'emballage est différent, le contenu est le même. Certes, les ministres successifs et les députés tentent de nous rassurer en votant régulièrement à l'Assemblée des motions grandiloquentes où ils affirment leur attachement à l'exception française. Pourtant, dans la réalité, la privatisation se prépare : des filiales ont été créées pour

s'occuper des marchés les plus porteurs et les plus lucratifs (comme la TIRU pour les déchets ménagers par exemple). Les prises de participation d'E.D.F. dans les capitaux des grands groupes se multiplient (par exemple ELF tout récemment). C'est bien simple, dans les papiers "officiels", on ne doit plus dire E.D.F. mais Groupe E.D.F., comme on dit Groupe Lyonnaise des Eaux ou Groupe C.G.E.

C'est pourquoi le mouvement est arrivé à point nommé. Pour se faire entendre, des agents ont renoué avec la tradition ouvrière de l'action directe, utilisant des moyens de lutte qui ne soient pas pénalisants pour les usagers.

A Brest, dès le début du mouvement, le "dispatching", véritable système nerveux de la distribution d'électricité, a été envahi. Dans de nombreux centres, les agents ont fait profiter les usagers du tarif heures creuses. Ailleurs le courant a été rétabli dans des foyers modestes à qui il avait été coupé. Par contre, il a été coupé dans le quartier des ministères, plongeant le conseil des ministres du 13 décembre dans le noir !

Parmi les revendications avancées, outre le retrait du plan Juppé et de l'embauche de nouveaux effectifs, la réappropriation de l'outil de travail dans l'ensemble des services d'EDF a même été proposée dans l'entreprise !

Bien entendu, la Direction ne pouvait tolérer un tel vent de rébellion contre son autorité. Les référés se sont abattus sur les agents qui avaient cherché à soulager les factures des usagers. Des mises à pied de deux et trois mois sont tombées contre des agents qui ont tenté de bloquer le fonctionnement de la centrale de Tricastin, etc...

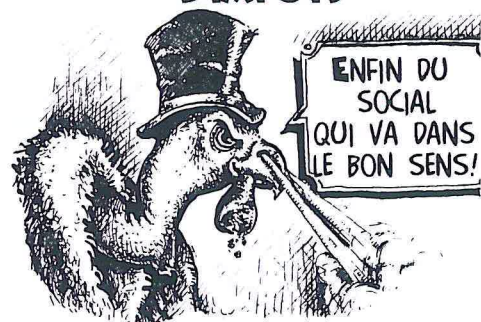
Ce mouvement a renforcé la solidarité et raffermi les convictions des agents. Néanmoins, nous devons rester vigilants car l'essentiel de nos revendications n'a pas été obtenu.

— Un gars au courant —

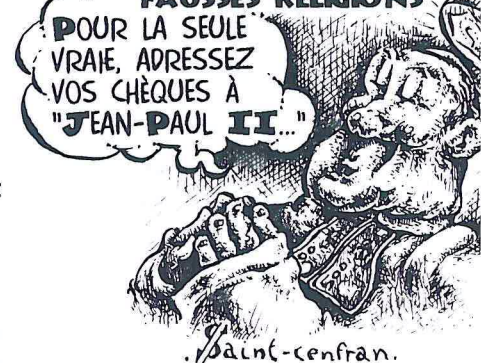
APRES LE SUCCES DE  
"T.N.-POLKE", LE PEN  
DEVELOPPE LA STRATEGIE  
DE LA TOILE D'ARAINNEE



LES S.I.C.A.V. EXONERÉES  
D'IMPOTS



TEMPLE DU SOLEIL, SUPRÊME  
VÉRITÉ, SCIENTOLOGE...  
LE PAPE DENONCE LES  
FAUSSES RELIGIONS



TRAITEE DE "DINDE",  
LADY DI EST OBLIGÉE DE  
REVELLONNER LOIN DE  
SA FAMILLE

